



Le Saint-Siège

**DISCOURS DU PAPE FRANÇOIS
AUX CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE
RÉUNIS EN ITALIE À L'OCCASION DU 60^e ANNIVERSAIRE DU TRAITÉ DE ROME**

*Salle royale
Vendredi 24 mars 2017*

[Multimédia]

Honorables hôtes,

Je vous remercie de votre présence, ce soir, à la veille du 60^{ème} anniversaire de la signature des Traités fondateurs de la Communauté Economique Européenne et de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique. Je désire signifier à chacun l'affection que le Saint Siège nourrit pour vos pays respectifs et pour toute l'Europe, aux destins desquels il est indissolublement lié, par disposition de la Providence divine. J'exprime une gratitude particulière à Monsieur Paolo Gentiloni, Président du Conseil des Ministres de la République italienne, pour les aimables paroles qu'il a adressées au nom de tous et pour l'engagement que l'Italie a prodigué pour préparer cette rencontre ; de même qu'à Monsieur Antonio Tajani, Président du Parlement européen, qui a exprimé les attentes des peuples de l'Union en cette occasion.

Revenir à Rome 60 ans après ne peut être seulement un voyage dans les souvenirs, mais bien plutôt le désir de redécouvrir la mémoire vivante de cet événement pour en comprendre la portée dans le présent. Il faut se resituer dans les défis de l'époque pour affronter ceux d'aujourd'hui et de demain. Avec ses récits pleins d'évocations, la Bible nous offre une méthode pédagogique fondamentale : on ne peut pas comprendre le temps que nous vivons sans le passé, compris non pas comme un ensemble de faits lointains, mais comme la sève vitale qui irrigue le présent. Sans une telle conscience la réalité perd son unité, l'histoire son fil logique et l'humanité perd le sens de ses actions et la direction de son avenir.

Le 25 mars 1957 fut une journée chargée d'attentes et d'espérances, d'enthousiasme et d'anxiété, et seul un événement exceptionnel, par sa portée et ses conséquences historiques, pouvait la rendre unique dans l'histoire. La mémoire de ce jour s'unit aux espérances d'aujourd'hui et aux

attentes des peuples européens qui demandent de discerner le présent afin de poursuivre, avec un élan renouvelé et avec confiance, le chemin commencé.

Les Pères fondateurs et les Responsables étaient bien conscients que, apposant leur signature sur les deux Traités, ils donnaient vie à cette réalité politique, économique, culturelle, mais surtout humaine, que nous appelons aujourd'hui l'Union Européenne. D'autre part, comme le disait le Ministre des Affaires Etrangères belge Spaak, il s'agissait, « c'est vrai, du bien-être matériel de nos peuples, de l'expansion de nos économies, du progrès social, de possibilités industrielles et commerciales totalement nouvelles, mais avant tout [...] [d'] une conception de la vie à la mesure de l'homme fraternel et juste »[1].

Après les années sombres et cruelles de la Seconde Guerre Mondiale, les Responsables de l'époque ont eu foi en la possibilité d'un avenir meilleur, ils « n'ont pas manqué d'audace et n'ont pas agi trop tard. Le souvenir de leurs malheurs et peut-être aussi de leurs fautes semble les avoir inspirés, leur a donné le courage nécessaire pour oublier les vieilles querelles, [...] penser et agir de manière vraiment nouvelle et pour réaliser la plus grande transformation [...] de l'Europe »[2].

Les Pères fondateurs nous rappellent que l'Europe n'est pas un ensemble de règles à observer, elle n'est pas un recueil de protocoles et de procédures à suivre. Elle est une vie, une manière de concevoir l'homme à partir de sa dignité transcendante et inaliénable, et non pas seulement comme un ensemble de droits à défendre, ou de prétentions à revendiquer. A l'origine de l'idée d'Europe il y a « la figure et la responsabilité de la personne humaine avec son ferment de fraternité évangélique, [...] avec sa volonté de vérité et de justice aiguisée par une expérience millénaire »[3]. Rome, avec sa vocation à l'universalité[4], est le symbole de cette expérience et pour cette raison fut choisie comme lieu de la signature des Traités, puisque ici – comme le rappela le Ministre des Affaires Etrangères Hollandais Luns – « furent jetées [...] les bases politiques, juridiques et sociales de notre civilisation »[5].

S'il fut clair dès le début que le cœur palpitant du projet politique européen ne pouvait qu'être l'homme, le risque que les Traités restent lettre morte fut aussi évident. Ceux-ci devaient être remplis d'esprit vital. Et le premier élément de la vitalité européenne est la solidarité. « La Communauté économique européenne – a affirmé le Premier Ministre luxembourgeois Bech – ne vivra et ne réussira que si, tout au long de son existence, elle reste fidèle à l'esprit de solidarité européenne qui l'a fait naître et si la volonté commune de l'Europe en gestation est plus puissante que les volontés nationales »[6]. Cet esprit est d'autant plus nécessaire aujourd'hui devant les poussées centrifuges comme aussi devant la tentation de réduire les idéaux fondateurs de l'Union aux nécessités productives, économiques et financières.

La capacité de s'ouvrir aux autres naît de la solidarité. « Nos plans ne sont pas égoïstes »[7], a dit le Chancelier allemand Adenauer. Le Ministre des Affaires Etrangères français Pineau lui faisait écho: « Sans doute, les pays en s'unissant [...] n'entendent pas s'isoler du reste du monde et

dresser autour d'eux des barrières infranchissables »[8]. Dans un monde qui connaissait bien le drame des murs et des divisions, l'importance de travailler pour une Europe unie et ouverte était bien claire, ainsi que la volonté commune d'œuvrer pour supprimer cette barrière artificielle qui, de la Mer Baltique à l'Adriatique divisait le continent. Comme on a peiné pour faire tomber ce mur ! Et cependant aujourd'hui le souvenir de cette peine s'est perdu. S'est perdue aussi la conscience du drame des familles séparées, de la pauvreté et de la misère que cette division avait provoquées. Là où des générations aspiraient à voir tomber les signes d'une inimitié forcée, on se demande maintenant comment laisser au dehors les « dangers » de notre époque : en commençant par la longue file des femmes, hommes et enfants qui fuient la guerre et la pauvreté, qui demandent seulement la possibilité d'un avenir pour soi et pour leurs familles.

Dans l'absence de mémoire qui caractérise notre temps, on oublie souvent une autre grande conquête, fruit de la solidarité ratifiée le 25 mars 1957 : le temps de paix le plus long des derniers siècles. Des « peuples qui si souvent au cours des temps se sont trouvés dans des camps opposés, dressés les uns contre les autres sur le champ de bataille, [...] se rejoignent et s'unissent à travers la richesse de leur diversité »[9]. La paix se construit toujours avec la participation libre et consciente de chacun. Cependant, « pour beaucoup aujourd'hui la paix semble [être], de quelque manière, un bien établi »[10] et il est ainsi facile de finir par la considérer superflue. Au contraire, la paix est un bien précieux et essentiel puisque sans elle on ne peut construire un avenir pour personne et on finit par "vivre au jour le jour".

L'Europe unie naît, en effet, d'un projet clair, bien défini, correctement réfléchi, bien qu'au début seulement embryonnaire. Tout bon projet regarde vers l'avenir et l'avenir ce sont les jeunes, appelés à réaliser les promesses de l'avenir[11]. Il y avait donc chez les Pères fondateurs la claire conscience de faire partie d'une œuvre commune qui ne traverse pas seulement les frontières des Etats mais traverse aussi celles du temps de manière à lier les générations entre elles, toutes également participantes de la construction de la maison commune.

Honorables hôtes,

J'ai consacré cette première partie de mon intervention aux Pères de l'Europe, pour que nous nous laissions provoquer par leurs paroles, par l'actualité de leur pensée, par l'engagement passionné pour le bien commun qui les a caractérisés, par la certitude de faire partie d'une œuvre plus grande que leurs personnes et par la grandeur de l'idéal qui les animait. Leur dénominateur commun était l'esprit de service, uni à la passion politique et à la conscience qu'« à l'origine de [cette] civilisation européenne se trouve le christianisme »[12], sans lequel les valeurs occidentales de dignité, de liberté, et de justice deviennent complètement incompréhensibles. « Et encore aujourd'hui – a affirmé saint Jean-Paul II – l'âme de l'Europe demeure unie, parce que, au-delà de ses origines communes, elle vit les mêmes valeurs chrétiennes et humaines, comme celles de la dignité de la personne humaine, du profond sentiment de la justice et de la liberté, du travail, de l'esprit d'initiative, de l'amour de la famille, du respect de la vie, de la tolérance, du désir

de coopération et de paix, qui sont les notes qui la caractérisent »^[13]. Dans notre monde multiculturel ces valeurs continueront à trouver plein droit de cité si elles savent maintenir leur lien vital avec la racine qui les a fait naître. Dans la fécondité d'un tel lien se trouve la possibilité de construire des sociétés authentiquement laïques, exemptes d'oppositions idéologiques, où trouvent également place le natif et l'autochtone, le croyant et le non croyant.

Au cours de ces dernières 60 années le monde a beaucoup changé. Si les Pères fondateurs, qui avaient survécu à un conflit dévastateur, étaient animés par l'espérance d'un avenir meilleur et déterminés par la volonté de le poursuivre, en évitant que surgissent de nouveaux conflits, notre époque est davantage dominée par l'idée de crise. Il y a la crise économique, qui a caractérisé les 10 dernières années, il y a la crise de la famille et des modèles sociaux consolidés, il y a une diffuse "crise des institutions" et la crise des migrants : beaucoup de crises, qui cachent la peur et le désarroi profond de l'homme contemporain, qui demande une nouvelle herméneutique pour l'avenir. Cependant, le terme "crise" n'a pas en soi une connotation négative. Il n'indique pas seulement un mauvais moment à dépasser. Le mot crise a pour origine le verbe grec *crino* (κρίνω), qui signifie *examiner, évaluer, juger*. Notre temps est donc un temps de discernement, qui nous invite à évaluer l'essentiel et à construire sur lui : c'est donc un temps de défis et d'opportunités.

Quelle est alors l'herméneutique, la clef d'interprétation avec laquelle nous pouvons lire les difficultés du présent et trouver des réponses pour l'avenir ? Le rappel de la pensée des Pères serait, en effet, stérile s'il ne servait pas à nous indiquer un chemin, s'il ne se faisait pas stimulation pour l'avenir et source d'espérance. Tout corps qui perd le sens de son chemin, tout corps à qui vient à manquer ce regard en avant, souffre d'abord d'une régression et finalement risque de mourir. Quel est donc l'héritage des Pères fondateurs ? Quelles perspectives nous indiquent-ils pour affronter les défis qui nous attendent ? Quelle espérance pour l'Europe d'aujourd'hui et de demain ?

Nous trouvons les réponses précisément dans les piliers sur lesquels ils ont voulu édifier la Communauté économique européenne et que j'ai déjà rappelés : la centralité de l'homme, une solidarité effective, l'ouverture au monde, la poursuite de la paix et du développement, l'ouverture à l'avenir. Il revient à celui qui gouverne de *discerner les voies de l'espérance* - voilà votre tâche : discerner les voies de l'espérance -, d'identifier les parcours concrets pour faire en sorte que les pas significatifs accomplis jusqu'ici ne se perdent pas, mais soient le gage d'un long et fructueux chemin.

L'Europe retrouve l'espérance lorsque l'homme est le centre et le cœur de ses institutions. J'estime que cela implique l'écoute attentive et confiante des requêtes qui proviennent aussi bien des individus que de la société et des peuples qui composent l'Union. Malheureusement, on a souvent l'impression qu'est en cours un "décrochage affectif" entre les citoyens et les institutions européennes, souvent considérées comme lointaines et pas attentives aux diverses sensibilités

qui constituent l'Union. Affirmer la centralité de l'homme signifie aussi retrouver *l'esprit de famille*, dans lequel chacun contribue librement selon ses propres capacités et talents à [l'édification de] la maison commune. Il est opportun de se souvenir que l'Europe est *une famille de peuples*^[14], que – comme dans chaque famille – il y a des susceptibilités différentes, mais que tous peuvent grandir dans la mesure où on est unis. L'Union Européenne naît comme *unité des différences* et *unité dans les différences*. Les particularités ne doivent donc pas effrayer, et on ne peut penser que *l'unité soit préservée par l'uniformité*. Elle est plutôt *l'harmonie* d'une communauté. Les Pères fondateurs ont choisi justement ce terme comme le pivot des entités qui naissent des Traités, en mettant l'accent sur le fait qu'on *mettait en commun* les ressources et les talents de chacun. Aujourd'hui, l'Union Européenne a besoin de redécouvrir le sens d'être avant tout une "communauté" de personnes et de peuples conscients que « le tout est plus que la partie, et plus aussi que la simple somme de celles-ci »^[15] et que donc « il faut toujours élargir le regard pour reconnaître un bien plus grand qui sera bénéfique à tous »^[16]. Les Pères fondateurs cherchaient cette harmonie dans laquelle le tout est dans chacune des parties, et les parties sont – chacune avec sa propre originalité – dans le tout.

L'Europe retrouve l'espérance dans la solidarité qui est aussi le plus efficace antidote contre les populismes modernes. La solidarité comporte la conscience de faire partie d'un seul corps et en même temps implique la capacité que chaque membre a de "sympathiser" avec l'autre et avec l'ensemble. Si l'un souffre, tous souffrent (cf. 1 Co 12, 26). Ainsi, nous aussi, aujourd'hui, nous pleurons avec le Royaume-Uni les victimes de l'attentat qui a touché Londres il y a deux jours. La solidarité n'est pas une bonne intention : elle est caractérisée par des faits et des gestes concrets, qui rapprochent du prochain, indépendamment de la condition dans laquelle il se trouve. Au contraire, les populismes prospèrent précisément à partir de l'égoïsme, qui enferme dans un cercle restreint et étouffant et qui ne permet pas de surmonter l'étroitesse de ses propres pensées et de "regarder au-delà". Il faut recommencer à penser de manière européenne, pour conjurer le danger opposé d'une uniformité grise, c'est-à-dire le *triomphe des particularismes*. C'est à la politique que revient ce *leadership* d'idéaux qui évite de se servir des émotions pour gagner le consentement, mais qui élabore plutôt, dans un esprit de solidarité et de subsidiarité, des politiques faisant grandir toute l'Union dans un développement harmonieux, en sorte que celui qui réussit à courir plus vite puisse tendre la main à celui qui va plus lentement et qui a plus de difficultés à atteindre celui qui est en tête.

L'Europe retrouve l'espérance lorsqu'elle ne s'enferme pas dans la peur et dans de fausses sécurités. Au contraire, son histoire est fortement déterminée par la rencontre avec d'autres peuples et cultures et son identité « est, et a toujours été, une identité dynamique et multiculturelle »^[17]. Le monde nourrit un intérêt pour le projet européen. Cet intérêt existe depuis le premier jour, à travers la foule amassée sur la place du *Capitole* et à travers les messages de félicitations qui arrivèrent des autres États. Il y en a encore plus aujourd'hui, à partir de ces pays qui demandent à entrer pour faire partie de l'Union, comme de ces États qui reçoivent des aides qui, grâce à une vive générosité, leur sont offertes pour faire face aux conséquences de la pauvreté,

des maladies et des guerres. L'ouverture au monde implique la capacité de « dialogue comme forme de rencontre »^[18] à tous les niveaux, à commencer par celui des États membres et des Institutions ainsi que des citoyens jusqu'à celui des nombreux immigrés qui abordent les côtes de l'Union. On ne peut pas se contenter de gérer la grave crise migratoire de ces années comme si elle n'était qu'un problème numérique, économique ou de sécurité. La question migratoire pose un problème plus profond, qui est d'abord culturel. Quelle culture propose l'Europe aujourd'hui ? La peur, souvent visible, trouve, en effet, dans la perte d'idéaux sa plus radicale cause. Sans une vraie perspective d'idéaux, on finit par être dominé par la crainte que l'autre nous arrache à nos habitudes consolidées, nous prive des comforts acquis, mette en quelque sorte en cause un style de vie trop souvent fait uniquement de bien-être matériel. Au contraire, la richesse de l'Europe a toujours été son ouverture spirituelle et la capacité à se poser des questions fondamentales sur le sens de l'existence. À l'ouverture envers le sens de l'éternel a correspondu également une ouverture positive, bien que non dénuée de tensions et d'erreurs, envers le monde. Le bien-être acquis semble, par contre, lui avoir rogné les ailes, et fait abaisser le regard. L'Europe a un patrimoine d'idéaux et de spiritualité unique au monde qui mérite d'être proposé à nouveau avec passion et avec une fraîcheur renouvelée et qui est le meilleur antidote contre *le vide de valeurs* de notre temps, terrain fertile pour toute forme d'extrémisme. Ce sont ces idéaux qui ont rendu *Europe*, cette "péninsule de l'Asie" qui depuis l'Oural arrive à l'Atlantique.

L'Europe retrouve l'espérance lorsqu'elle investit dans le développement et dans la paix. Le développement n'est pas assuré par un ensemble de techniques productives. Il concerne tout l'être humain : la dignité de son travail, des conditions de vie adéquates, la possibilité d'accéder à l'instruction et aux soins médicaux nécessaires. « Le développement est le nouveau nom de la paix »^[19], a affirmé Paul VI, puisqu'il n'y a pas de vraie paix lorsqu'il y a des personnes marginalisées et contraintes à vivre dans la misère. Il n'y a pas de paix là où manquent le travail et la perspective d'un salaire digne. Il n'y a pas de paix dans les périphéries de nos villes, où se répandent drogue et violence.

L'Europe retrouve l'espérance lorsqu'elle s'ouvre à l'avenir. Lorsqu'elle s'ouvre aux jeunes, en leur offrant de sérieuses perspectives d'éducation, de réelles possibilités d'insertion dans le monde du travail. Lorsqu'elle investit dans la famille, qui est la première et fondamentale cellule de la société. Lorsqu'elle respecte la conscience et les idéaux de ses citoyens. Lorsqu'elle garantit la possibilité d'avoir des enfants, sans la peur de ne pas pouvoir les entretenir. Lorsqu'elle défend la vie dans toute sa sacralité.

Honorables hôtes,

Vu l'allongement général de l'espérance de vie, soixante ans sont aujourd'hui considérés comme le temps de la pleine maturité. Un âge crucial où encore une fois on est appelé à se remettre en cause. L'Union Européenne est aujourd'hui appelée à se remettre en cause, à soigner les inévitables ennuis de santé qui surviennent avec les années et à trouver de nouveaux parcours

pour poursuivre son chemin. Cependant, à la différence d'un être humain de soixante ans, l'Union Européenne n'a pas devant elle une vieillesse inévitable, mais la possibilité d'une nouvelle jeunesse. Son succès dépendra de la volonté de travailler une fois encore ensemble et de la volonté de parier sur l'avenir. Il vous reviendra, en tant que dirigeants, de discerner la voie d'un « nouvel humanisme européen »^[20], fait d'idéaux et de choses concrètes. Cela signifie ne pas avoir peur de prendre des décisions efficaces, en mesure de répondre aux problèmes réels des personnes et de résister à l'épreuve du temps.

De mon côté, je ne peux qu'assurer de la proximité du Saint-Siège et de l'Église à l'Europe entière, à l'édification de laquelle elle a depuis toujours contribué et contribuera toujours, en invoquant sur elle la bénédiction du Seigneur, afin qu'il la protège et lui donne la paix et le progrès. C'est pourquoi, je fais miennes les paroles que Joseph Bech a prononcées au *Capitole* : *Ceterum censeo Europam esse ædificandam*, d'ailleurs je pense que l'Europe mérite d'être construite.

Merci !

^[1] P.H. Spaak, Ministre des Affaires Etrangères de la Belgique, *Discours prononcé à l'occasion de la signature des Traités de Rome*, 25 mars 1957.

^[2] P.H. Spaak, *Discours*, cit.

^[3] A. de Gasperi, *Notre patrie l'Europe. Discours à la Conférence Parlementaire Européenne*, 21 avril 1954, in : *Alcide De Gasperi e la politica internazionale*, Cinque Lune, Roma 1990, vol.III, 437-440.

^[4] Cf. P.H. Spaak, *Discours*, cit.

^[5] J. Luns, Ministre des Affaires Etrangères des Pays Bas, *Discours prononcé à l'occasion de la signature des Traités de Rome*, 25 mars 1957.

^[6] J. Bech, Premier Ministre du Luxembourg, *Discours prononcé à l'occasion de la signature des Traités de Rome*, 25 mars 1957.

^[7] K. Adenauer, Chancelier fédéral de la République Fédérale d'Allemagne, *Discours prononcé à l'occasion de la signature des Traités de Rome*, 25 mars 1957.

^[8] C. Pineau, Ministre des Affaires Etrangères de la France, *Discours prononcé à l'occasion de la signature des Traités de Rome*, 25 mars 1957.

[9] P.H. Spaak, *Discours*, cit.

[10] *Discours aux membres du Corps Diplomatique accrédité près le Saint-Siège, 9 janvier 2017.*

[11] Cf. P.H. Spaak, *Discours*, cit.

[12] A. de Gasperi, *Notre Patrie Europe*, cit.

[13] Jean-Paul II, *Acte européen*, Saint Jacques de Compostelle, 9 novembre 1982 : AAS 75/I (1983), 329.

[14] Cf. *Discours au Parlement Européen, Strasbourg, 25 novembre 2014* : AAS 106 (2014), 1000

[15] Exhort. ap. *Evangelii gaudium*, n. 235

[16] *Ibid.*

[17] *Discours lors de la remise du Prix Charlemagne, 6 mai 2016*, *L'Osservatore Romano*, Édition française (12 mai 2016), p. 10.

[18] Exhort. ap. *Evangelii gaudium*, n. 239.

[19] Paul VI, *Lett. enc. Populorum progressio*, 26 mars 1967, n. 87 : AAS 59 (1967), p. 299.

[20] *Discours lors de la remise du Prix Charlemagne, 6 mai 2016*, *L'Osservatore Romano*, Édition française (12 mai 2016), p. 10.